

Ce matin là, M. Antoine Gautier, notre témoin, constatait avec surprise que, sur le seuil, les concierges et valets causaient avec animation ; des gens couraient, s'aggloméraient devant des affiches. Le texte reproduisait un communiqué du ministère de l'Intérieur annonçant que l'armée française avait été battue à Sedan et que l'empereur était prisonnier.

Un murmure puissant attira M. Antoine Gautier vers les allées de Tourny là où dominait la statue équestre de Napoléon III ; juchés sur le cheval de bronze, des jeunes gens enroulaient de câbles autour du cou du cavalier et de l'encolure de sa monture... la statue oscilla plusieurs fois, s'écroula sur le sol, puis la populace s'apprêta à jeter les débris de l'idole déchu dans la boue du fleuve.

Au sein du gouvernement de la Défense nationale proclamé à l'hôtel de ville de Paris, deux tendances se sont rapidement affirmées : ceux qui comprenaient que la guerre était perdue et qu'il fallait songer à la liquider le plus tôt possible et ceux – à la tête duquel se trouvait Gambetta - qui voulaient la guerre à outrance.

Le 25 septembre, Bismarck avait d'emblée jeté son dévolu sur l'Alsace ; dès lors, les partisans de la guerre à outrance l'avaient emporté. Trois jours plus tard le siège de Paris a commencé et une délégation du gouvernement provisoire s'est installée à Tours. Gambetta partira un peu plus tard en ballon. Quand Tours fut menacé, la délégation alla se réfugier à Bordeaux.

A la date du 8 janvier 1871, nous lisons dans le journal :

« S.M. le Roi Guillaume a, dans un repas, bu à la santé de son armée... »

Le lendemain, 9 janvier :

« Probablement une bataille est engagée du côté de Belfort. Si nous la gagnons, ce sera le commencement de la débandade pour Messieurs les Prussiens. »

Tels étaient les illusions que nourrissaient les Bordelais au début de l'année 1871. Aussi, quel effondrement et quelle colère quand ils apprennent par un télégramme, le 29 janvier au matin, que Paris a capitulé et que le gouvernement a signé un armistice de vingt et un jours.

Dans la ville enfiévrée l'agitation s'accroît. Une délégation est envoyée à la préfecture pour demander l'arrestation de l'amiral Fourichon, ministre de la guerre, convaincu de forfaiture et de trahison. Le 3 février, un chef d'escadron de l'armée de Garibaldi propose sérieusement de nommer celui-ci chef de l'armée française et « d'envahir l'Allemagne ».

Un comité de républicains espagnols offre pour cette entreprise le concours de 100 000 soldats qui sont prêts à franchir les Pyrénées... et dont on ne verra jamais une escouade.

Le gouvernement de Paris, informé et alarmé, expédie à Bordeaux avec pleins pouvoirs, un de ses membres, Jules Simon. Celui-ci se heurte tout de suite à Gambetta ; l'homme de l'armistice et l'homme de la guerre. Finalement, Gambetta donne sa démission.

Le 8 février ont lieu les élections départementales et l'Assemblée nationale est constituée puis le 13 mars, sur l'insistance de Thiers, l'Assemblée nationale a décidé son transfert à Versailles.

Le 18 mars, les rues de Paris se hérissent de barricades. L'insurrection de la Commune est commencée